

## Tribunes parues dans le Côté Croissy n°93 (avril/mai/juin 2019)



Imaginons ensemble Croissy demain ...

### Un budget en équilibre mais ... à quel prix ?

Lors de la séance du 21 février 2019, et comme les années précédentes, les élus de Croissy Autrement se sont opposés au budget présenté par l'équipe municipale.

En effet, l'ensemble manque de générosité et d'une vraie réflexion sur les perspectives d'avenir.

Le Maire et son équipe se flattent de la bonne gestion des finances communales. Oui, c'est vrai, la ville de Croissy est très peu endettée !

Mais il est vraiment facile d'opposer les contraintes de gestion de notre commune à celles rencontrées par ces villes dites « mal gérées », plutôt dans l'est parisien, vis-à-vis desquelles nous avons obligation de solidarité par jeu de fonds de péréquation.

Comme chaque année, nous demandons l'application d'un véritable quotient familial municipal s'appliquant à l'ensemble des services de la commune, voire aux services paramunicipaux gérés par des associations. Et, même si la compétence sociale n'est pas communautaire, pourquoi ne pas se projeter sur l'avenir et imaginer la mise en place d'un quotient familial intercommunal, au niveau de notre agglomération de communes ? Ce serait un élément novateur qui favoriserait le développement d'une réelle appartenance à cette communauté de plus de 300000 habitants.

Quant au volet écologique, il n'est même pas mentionné dans le budget... et, a contrario, la décision de remplacer, à Chanorier, la chaudière avec pompe à chaleur et géothermie par une chaudière à gaz est un vrai non-sens politique et contre-exemple de la réflexion indispensable à une commune responsable ; comme nous avons pu le dire fin 2018, si l'exemple ne vient pas des collectivités, le citoyen seul n'ira pas loin. Là encore, pourquoi ne pas imaginer une compétence « transition énergétique » au niveau de notre agglomération pour créer une dynamique vertueuse et communautaire dont nous pourrions être fiers ?

Et, de même, pourquoi ne pas associer les citoyens volontaires porteurs de projets et d'expertises pour construire un futur qui ne peut plus se satisfaire d'une bonne gestion ?

Enfin, nous avons tous constaté que les grues « poussent bien » sur notre territoire –comme chez nos voisins- mais beaucoup de logements restent vides car, même dans le secteur social, peu de familles peuvent s'y loger en raison des coûts beaucoup trop élevés des loyers. Il est vrai que la loi SRU (Loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain) sera respectée à horizon 2025, mais à quelles conditions ?

Logements trop excentrés, comme ceux récemment construits Chemin de Ronde, et surtout trop chers car les équilibres financiers n'ont été réalisés qu'en construisant des logements PLS (Prêt Locatif Social) dont les loyers sont 35% plus élevés que des logements PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Insertion).

Nous refusons ce budget qui ne présente qu'une vision à court terme de la cité en n'imaginant pas les équipements publics de demain au service d'une population vieillissante, placée dans un environnement à réinventer.

**Dominique Boisdé, Annie Claude Motron & Bertrand Mansard, Élus de Croissy Autrement,  
et Catherine Coicadan, Présidente de l'association Croissy Autrement,**

... et vous pouvez nous retrouver en allant sur notre site : [www.Croissy-autrement.org](http://www.Croissy-autrement.org)



Ensemble vivre Croissy

### **Ne vous demandez pas ...**

**« Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays »,** cette belle injonction date de 1961...

Pouvons-nous encore espérer qu'elle sera finalement entendue et comprise par ceux qui bloquent les routes, défilent samedi après samedi, et font le jeu des partisans du pire ? Violences aux personnes et aux biens publics comme privés, antisémitisme, intolérance, nous avons tout vu et tout entendu ces derniers mois. L'ampleur de ces affrontements stupides a très tôt dépassé les bornes de ce qui est acceptable dans une société civilisée.

Car ils exigent tout, prétendant être seuls à incarner le peuple, ce qui est le propre des régimes totalitaires. Ils nient l'évidence des efforts budgétaires déjà consentis pour répondre à leurs demandes, ils campent dans le refus d'un dialogue qui mobilise pourtant une grande partie des citoyens de bonne foi, et pour s'assurer que le désordre sera permanent, ils refusent violemment d'être représentés.

Face à des « actes » navrants dont les experts anticipent qu'ils vont encore se répéter, faux insoumis et vrais démagogues attisent les braises et multiplient les injonctions contradictoires : payer moins d'impôts mais distribuer plus d'aides, ne pas taxer le carburant mais favoriser la transition écologique, instaurer un référendum d'initiative citoyenne mais exiger la démission d'un président élu par la majorité de ces mêmes citoyens il y a moins de deux ans...

Alors, sur qui de sérieux peut-on compter pour obtenir l'apaisement et le retour à la normale ? Qui, parmi les femmes et hommes politiques français, ne s'intéresse qu'aux sujets importants et se montre réfléchi et soigneux dans ce qu'il fait ? Chacun, selon sa sensibilité personnelle, doit et devra, au plus tard au moment des prochaines élections, trouver une réponse à cette question, mais que c'est difficile !

Au plan européen, national ou local, et outre le sérieux, c'est à trois qualités, le sens des responsabilités, l'intelligence collective et le goût de l'effort, qu'il est plus que jamais nécessaire de faire appel en 2019. Les projets relatifs au développement et à l'animation des territoires si divers qui forment notre pays ont besoin de ces trois qualités, ne serait-ce que pour en trouver les sources de financement. Appauvri, notre pays est aussi instable fiscalement et il est crucial que le nombre et la qualité des infrastructures locales, les plus utiles à notre vie de tous les jours, ne pâtissent pas de la situation actuelle ni des mesures de sortie de crise qui devront forcément être prises à un moment donné.

Le grand débat l'a rappelé : déjà aujourd'hui, sur 3 euros de prélèvements obligatoires, 2 sont directement redistribués en prestations sociales, record mondial absolu. Est-il souhaitable d'en faire encore plus au détriment des investissements si longtemps retardés dont nos hôpitaux et leurs personnels soignants, nos établissements scolaires et leurs enseignants, nos routes et leurs usagers ont tant besoin ?

Date :  
05 avril 2019